

Internet peut être définie comme un ensemble de réseaux de serveurs et de clients connectés. Nos sociétés sont aujourd'hui marquées par la « pervasivité du numérique », selon les termes de D. Boullier — le numérique a profondément modifié notre rapport à la communication, à l'éducation, à la santé, et la politique... Mais internet a premièrement été le lieu d'une utopie, d'un idéal particulier. Il s'agira donc pour nous d'étudier dans quelle mesure la légende dorée d'un espace public radicalement renouvelée par Internet correspond à la réalité des pratiques numériques.

I. Premièrement, rappelons que la révolution historique que constitue l'arrivée « d'Internet » est marquée par une véritable « utopie numérique ».

A. Précisons tout d'abord les éléments historiques qui aboutissent à l'émergence d'internet. Internet naît de trois éléments principaux, dont le premier est l'armée. De 1967 à 1969, l'armée américaine développe Arpanet. Il s'agit d'un réseau qui permet la décentralisation et la communication des informations, dans le contexte de conflit de la guerre froide. Les technologies militaires se diffusent peu à peu et de nouvelles innovations sont mises en place, au contact des universités, qui contribuent à la création d'Internet. Le « protocole TCP-IP », qui constitue selon Tréguer la « principale brique technique » d'Internet, est un langage unique, qui permet d'identifier les appareils, est rendu public et permet avec le système d'URL l'apparition du *World Wide Web*. Finalement, l'apparition de « hackers » contribuent à définir le projet éthique et politique d'internet : il est question de se montrer méfiant vis-à-vis de l'autorité, de ne pas adopter de jugement statutaires (sur la base de diplômes ou de statut social) mais sur des véritables compétences : c'est la les « appropriations subversives » mentionnées par F. Tréguer.

B. Les débuts d'internet sont donc marqués par tout un imaginaire utopique — internet est perçu comme « le grand évènement anarchiste », capable de transformer le fonder une démocratie nouvelle. Comme le précise Turner dans *Aux sources de l'utopie numérique*, l'idée est alors de permettre une société horizontale et également accessible à tous. Internet est alors pensé comme un grand « cyber-espace » « au-delà de tout contrôle », comme le rapporte F. Tréguer. Il est l'occasion de réaliser la promesse politique des mouvements contestataires des années 1970 et 1980 des États-Unis. Concrètement, on assiste à la création de divers projets irrigués de cet imaginaire égalitaire et contestataire — The Well est la première communauté virtuelle, fondée au milieu des années 1980. Dans les années 2000, on observe un tournant significatif — le web n'est plus seulement le fait d'institution (para)-étatiques mais devient véritablement social et propre à la participation. C'est l'apparition du « web 2.0 », qui continue une « force historique » selon Tréguer et qui est caractérisé par trois grandes promesses selon Beuscart (*Sociologie*

*d'internet*) : la promesse d'une société renouvelée, affranchie des barrières géographiques et de classes, la promesse d'une « citoyenneté renouvelée » grâce à la libération de connaissance et les nouveaux moyens de participation politique, et l'ouverture de nouveaux pans économiques.

II. Internet a ainsi pu trouver des applications démocratiques et fidèles à l' « utopie numérique » démocratique et horizontale de ses débuts.

A. Premièrement, Internet est effectivement le lieu d'une plus grande diffusion de la connaissance et des savoirs et d'une plus grande égalité dans leur production, selon l'idée de « bibliothèque universelle » mentionnée par l'auteur. Ainsi, l'esprit du *Whole Earth Catalog* de Stewart Brandt se trouve incarné dans le projet Wikipédia, fondé en 2001 par J. Wales. Malgré les possibilités de cacophonie que comporte l'idée d'une encyclopédie ouverte et participative, Vandendorpe montre dans *Le phénomène Wikipédia* en quoi Wikipédia a su développer des techniques de surveillance et d'édition, de mises en garde et de contrôle des sources pour palier les manquements qui caractérisaient ses débuts (suite à la médiatisation et à des controverses autour de sa légitimité). En plus de rendre la connaissance accessible en quelques recherches, l'idéal de participation égal est réalité : Wikipédia met à mal l'expertise statutaire (en vertu de la possession d'un titre ou d'un diplôme) et met à mal le monopole détenu par certains sur la connaissance. Les normes de la production de la connaissance évoluent vers une plus grande horizontalité (au risque d'un plus grand relativisme), comme l'établit Delalandre lors de son étude sur les forums de musculation. La confrontation de différentes normes de légitimité d'un certain type de pratique sportive (médicale et statutaire ou pragmatique) implique l'émergence d'une « expertise profane », qui met à mal les normes hiérarchiques de la production de la connaissance, en faveur d'une plus grande horizontalité.

B. Par la suite, Internet a également permis un certain renouvellement de la participation politique. Harbemas rappelle dans *L'espace public* que l'apparition des médias (en tant que supports de distribution de messages et en tant que produits) et de la presse ont contribué à créer ce que l'on nomme aujourd'hui un espace public, dont Tréguer rappelle qu'il un espace « de défense ou de critique du pouvoir, de circulation des connaissances ». Ils ont pu être abordés par un certain nombre de traditions comme (dont l'École de Francfort) comme le vecteur d'une aliénation des masses par la consommation passive de contenus. Selon DiMaggio dans *Social implications of the Net*, Internet est un moyen de dépasser la rétention sélective de certaines informations et la diffusion verticale des informations. Il permet de dépasser les « gate-keepers » et réduit les barrières à la participation. Ce constat est appuyé par un certain nombre d'enquêtes empiriques, parmi lesquelles l'enquête de G. Fouetillon sur les blogs d'opinion sur le référendum de 2005 à propos du traité constitutionnel européen. Il montre ainsi que les partisans du « non » trouvent sur le web un espace original libéré des contraintes traditionnelles d'expression publique, qui peut se montrer

plus ouvert et démocratique. Internet a également permis le développement de nouveaux modes d'actions politiques, distincts des modes traditionnels d'engagement partisans et *a priori* moins hiérarchiques. Mentionnons ainsi l'étude de Coleman (*Anonymous*) sur les internautes activistes (surnommés « hacktivistes »), qui piratent et divulguent des informations confidentielles dans un but citoyen. Des initiatives telles que Wikileaks, et la publication de données sur les crimes de guerre en Afghanistan et en Irak ont ainsi été permises par Internet. Il s'agit bel et bien d'une « multiplicité de médias alternatifs » qui battent « en brèche l'hégémonie des grands médias alliés au pouvoir politique ».

III. Ce constat doit toutefois être nuancé, dans la mesure où les promesses de l'idéal d'internet ne sont pas toutes réalisées, et dans la mesure où internet peut également être un des lieux de surveillance ou d'aliénation des individus.

A. Premièrement, la promesse d'une société exempte de toutes divisions sociales est limitée dès les débuts du web. Dès les années 1990, la majorité des utilisateurs américains sont des hommes blancs, californiens et issus d'un statut social élevé. Tous les agents ne prennent pas également la parole sur le web. On observe un phénomène de « loi de puissance de la contribution » dans divers espaces numériques — 20% des internautes produisent environ 80% des informations/contenus. M. Akrich en étudie une application particulière au sein de forums traitant de la prise de médicament — il existe des locuteurs dominants et des *lurkeurs*, qui sont passifs et ne contribuent pas aux échanges. En somme, comme le montre N. Aubert dans *Les tyrannies de la visibilité*, tout le monde ne participe pas également sur internet, et on retrouve une participation plus égale des individus les plus dotés en divers capitaux : il ne correspond pas à l'idéal d'un réseau « mondial et acentré » décrit par Tréguer..

B. Politiquement et socialement, internet peut également être un lieu d'aliénation, ou *a minima* un lieu de surveillance et de manipulation éventuelle. Même si internet n'est pas un lieu de déconstruire ou de déballage public de la vie privée, dans la mesure où il existe toujours des cadres socio-numériques et des stratégies de contrôle de l'image de soi, Internet transforme le rapport à la sphère privée. D. Solove rapporte ainsi dans *Understanding privacy* qu'il existe des cas de révélation compromettantes pour les individus, qui mènent parfois à des conséquences importantes sur leurs vies personnelles. Politiquement, et de manière plus significative, internet implique également des risques de manipulation de l'opinion publique. L'affaire de Cambridge Analytica, qui a trouvé un écho médiatique avec le documentaire *The Great Hack*, révèle des enjeux démocratiques autour de la manipulation d'algorithmes. Il est question de manipulation des données à des fins de « marketing politique » et d'orientation de campagnes, notamment au moment du vote sur le Brexit. Internet peut être le lieu de diffusion de *fake news*, mais également être un outil au service d'un pouvoir autoritaire, comme le montre F. Veltri dans son analyse du mouvement

« 5 étoiles » en Italie.

En somme, Internet a historiquement été le lieu d'une véritable « utopie numérique », qui a pu être analysée comme « *le grand événement anarchistes* ». L'utopie a toutefois laissé la place à divers usages, donc certain on pu mettre à mal certaines hiérarchies de production de la connaissance ou d'organisation des liens sociaux. Internet, toutefois, ne correspond pas à la légende dorée qui nourrissait l'enthousiasme de W. Gibson dans la tribune au *Financial Times*, dans la mesure où il n'est pas un lieu d'égale participation sans frontières, mais également puisqu'il peut être le lieu de surveillance et de manipulation de l'opinion.